Avec la
Cgt 04

L'action,
C'est maintenant !

Le bulletin de l'UD 04

Union Départementale
Des syndicats CGT
des Alpes de Haute Provence

« Ensèn »

Sommaire

2 70ème anniversaire de la Nationalisation d'EDF et GDF à l'EDM de Ste Tulle

3 Première étape et première victoire du 9 mars

4 Mobilisation massive le 31 mars pour qu'ils arrêtent leurs Khomri » !

5 Préparation du 51ème congrès confédéral

6-7 Congrès de l'UL de Forcalquier du 25 mars

8 Grève à « Porte Accueil » Sainte Tulle + Préparation du 1er Mai

Numéro
Mars 2016

EDITO

Préparée en seulement quelques jours, la journée de mobilisation du 9 mars a été un grand succès. Plus de 1 200 000 signataires de la pétition contre le projet de loi travail, et près de 500 000 manifestants dans les rues le 9 mars est un très bon début. Les premières mobilisations contre la réforme de la retraite en 2010 ne rassemblaient pas autant.

Certains syndicats, aux côtés de la jeunesse ont crié leur colère contre cette politique et pour exiger le retrait de la loi Travail dont le slogan pourrait être : "travailler plus, gagner moins, en étant licencié plus facilement".

La CGT demande au delà du retrait du projet, que s'ouvrent de véritables négociations à partir d'autres propositions comme les 32h00, comme le nouveau statut du travail salarié, comme l'augmentation des salaires, que la CGT a inscrite dans un code du travail du 21ème siècle.

Pour cela chaque étape de la mobilisation se doit d'être réussie, et le mouvement doit être en capacité de durer dans le temps.

Une des questions de fond de ce mouvement est : quelle démocratie voulons-nous ? Le gouvernement ne cesse de prendre des mesures qui vont à l'encontre des volontés citoyennes. Les mesures qui se succèdent vont à l'encontre de l'intérêt général des populations. Quand nos représentants ne nous représentent plus, il faut réagir et monter le son pour mieux se faire entendre.

Une République démocratique c'est aussi la possibilité pour chaque citoyen d'exercer son droit d'expression, de manifester et de s'organiser. L'Etat doit en être garant. Or, la vague de répression qui monte en puissance contre les représentants syndicaux mais également contre la jeunesse pose question. Est-ce le seul argument du gouvernement pour faire taire la contestation ?

De plus, la démocratie ce n'est pas seulement faire en sorte que tout le monde puisse parler.

C'est aussi la possibilité de décider tous ensemble, collectivement. Il y a un film récent qui est intéressant à ce sujet, c'est "Comme des lions" de Françoise Davisse (relatant la bataille des salariés de Peugeot), où on voit la capacité à penser et décider collectivement de la classe ouvrière loin des clichés habituels. Nous le rediffuserons dans le cadre de l'initiative départementale du 1er mai : le 29 avril à 18h30 au cinéma de Forcalquier.

Une autre question de fond importante est de dépasser le "je" qu'on essaie de nous imposer matin, midi et soir, pour retrouver le "nous". Il faut redonner ses lettres de noblesse au collectif et reprendre l'habitude de "dire nous". Cela est étroitement lié à une réduction permanente de la démocratie où toutes réflexions, gestions et décisions seraient le monopole d'une pseudo-élite d'experts et technocrates. C'est pour cela qu'il nous faut reprendre la main sur nos biens communs que sont l'eau, l'énergie, le transport...mais également le travail.

Il ne peut y avoir de démocratie sans connaissance et sans conscience partagée.

Les assemblées générales (des lycéens, des étudiants, des salariés...) qui ont lieu en ce moment aux quatre coins de la France : c'est cela la vraie démocratie. On réfléchit, on analyse, on débat, on vote, on décide...

La société qu'ils essaient de nous imposer, on n'en veut pas !

Ce 9 mars, comme ce 31 mars, sont des étapes d'un processus qui devra s'amplifier et faire prendre conscience aux salariés, et plus largement aux citoyens de la gravité de la situation et de la nécessité d'agir, et d'influer sur des choix de société majeurs. Une bataille sociale importante commence à s'engager sur la durée. Il va falloir que nous nous donnions les moyens de la gagner !

Cédric Volait

> **1946...**
Nationalisation

> **2004...**
Privatisation et déréglementation du secteur énergétique !

FNME CGT — IHSME

70 ans LES NATIONALISATIONS

des énergies au service du public, et demain ?

> **2016** avec la construction d'un

PÔLE PUBLIC DE L'ÉNERGIE

STOP

- à la casse du service public de l'énergie

- à la hausse des tarifs de l'énergie

Débats
de 10 h 30 à 19 h 30
à partir de 19 h 30
Soirée fraternelle
Inscription et contact
70ansieg.08avril16.stetulle@gmail.com

le 8 avril 2016

venez en débattre

à l'École des Métiers de Sainte-Tulle à 10 h 30

Manifestation et grève du 9 mars : Première étape et première victoire

>> POUR LE RETRAIT DU PROJET DE LOI TRAVAIL <<

De très nombreuses manifestations le 9 mars dans toute La France (dans plus de 130 villes) contre la loi Travail ! Plus de 500 000 Manifestants on fait entendre leurs exigences !

Plus de 1000 manifestants à Digne les Bains ont fait entendre leur colère et leur dégout vis à vis de cette politique "dégueulasse" comment l'ont crié de très nombreux jeunes présents dans le cortège.

Ce 9 mars, la CGT était présente avec la jeunesse, les salariés, les retraités, les privés d'emplois, et les organisations syndicales qui sont encore debout dans ce pays, pour demander le retrait total de ce projet de loi. Nous n'accepterons aucun retour au 19ème siècle !

Les jeunes se sont exprimés au travers de slogans comme « El Khomri t'es foutue, la jeunesse est dans la rue! », « La précarité, n'est pas un métier », « Nous ne pouvons pas à la fois nous serrer la ceinture et baisser notre froc », « Facilitons le licenciement pour le gouvernement aussi ! ». Mais, il se sont exprimés également au travers de discours. En effet, ils ont été plusieurs à expliquer au micro qu'ils étaient contre ce projet de loi : « Nous nous mobilisons car bientôt nous allons rentrer sur le marché du travail, et c'est déjà assez difficile comme ça ! Les conditions de travail sont déjà mauvaises, et demain elles seront encore plus mauvaises si on les laisse faire ! Nous ne sommes pas des pions ou des moutons ! ».
Ou encore : « Nous sommes étudiants et lycéens, on commence à s'intéresser à la vie politique, et on découvre qu'on essaie de nous "enfler", on ne se laissera pas faire, et on est tous unis aujourd'hui pour dire non à la loi El Khomri ! »... « Le gouvernement, nous dit qu'on a rien compris...justement on fait des études pour comprendre les textes, et on a justement trop bien compris ce qui se passe, c'est dégueulasse de mener une telle politique contre les salariés et contre la jeunesse ! »

Cette journée est un tour de chauffe, car ce projet de loi, c'est du jamais vu. Du plus jeune au plus ancien présents aujourd'hui, personne n'a vu une loi aussi terrible et dévastatrice pour les droits des salariés. Ils disent que c'est une loi pour l'emploi, alors que c'est une loi pour le profit, c'est une loi pour les actionnaires, mais elle n'a rien d'une loi pour le travail ou les salaires. Ils veulent que les salariés soient livrés à eux-mêmes face à la décision de l'employeur, et pour cela ils veulent contourner les conventions collectives et le code du travail.

« Ce sont des générations de salariés qui se sont battues pour obtenir les droits que nous avons, et ils veulent tout foutre en l'air ! C'est honteux ! » un salarié s'est également exprimé.

C'est important qu'on travaille tous ensemble à élargir ce mouvement car les conditions de notre avenir à tous sont remises en cause par ce texte. Aujourd'hui, nous avons été heureux qu'il y ait autant de jeunes, pas tant pour faire le nombre, mais surtout car ils ont pris conscience qu'on ne peut pas construire une société qui va accentuer la précarité et leur enlever le droit d'expression. Le mouvement doit grandir pour que cette loi soit retirée entièrement. Il faut qu'on travaille sur "le tous ensemble" pour sensibiliser notre famille, nos voisins et nos collègues de travail. Nous sommes tous concernés, cette lutte est intergénérationnelle.

Malgré la pluie, le froid, les fausses informations ou la répression policière, au soir du 31 mars, ce sont plus d'1,2 million de manifestants dans 250 villes qui ont exigé le RETRAIT DE LA LOI ELKHOMRI.

Sur le département des Alpes de Haute Provence ce sont plus de 2000 manifestants (1000 à Digne et 1000 à Manosque), dont un millier de Lycéennes et de Lycéens dans les 2 cortèges, qui ont hurlé leur rejet de la politique sociale portée par le gouvernement avec entre autres son projet de loi Travail. Entre le 9 mars et aujourd'hui ce sont 2 fois plus de Citoyennes et de Citoyens du 04 qui sont descendus dans la rue. Accroissement de la participation en harmonie avec les 70% de français qui exigent le retrait de ce projet de loi.

Mobilisation massive le 31 mars dans toute la France et dans le 04

pour qu'ils arrêtent leurs « Khomri » !

Le président et le gouvernement les plus impopulaires de la 5ème République, sous des faux airs d'incompétence, savent très bien là où ils vont. Une politique présentée, par exemple, pour que les hôpitaux se portent mieux financièrement...leur situation n'a jamais été aussi mauvaise et fragile. Une politique présentée pour lutter contre le chômage...les chômeurs n'ont jamais été aussi nombreux. Une politique présentée pour plus de justice sociale...les écarts entre les pauvres et les riches n'ont jamais été aussi importants. Et la précarité dans tout ça ?...elle explose ! Quelle mascarade !

La loi travail, on n'en veut pas !
Le retour à l'esclavage, on n'en veut pas !
Plus de hiérarchie des normes, travailler plus pour gagner moins, faciliter et encourager les licenciements, casser la démocratie sociale dans l'entreprise, remettre en cause la médecine du travail...on n'en veut pas !

Pour la CGT, épanouissement et émancipation passent par un Nouveau Statut du Travail Salarié avec des droits attachés à la personne et transférables d'une entreprise à l'autre, avec une Sécurité Sociale Professionnelle pour ne plus passer par la case « chômage » en cas de changement d'entreprises.

D'ores et déjà avec l'ensemble des organisations syndicales à l'initiative de ce 31 mars, la poursuite et l'amplification d'actions, de manifestations et de grèves sont à l'ordre du jour avec de nouveaux temps forts en perspective le mardi 5 avril et le samedi 9 avril pour obtenir retrait de ce projet de loi et l'acquisition de nouveaux droits sociaux.

Préparation du 51ème congrès CGT

Le 51e congrès confédéral de la CGT se tiendra à Marseille (au Parc Chanot) du 18 au 22 avril 2016. Il s'agira de participer à la construction de la CGT de demain. Ci-dessous les photos des mandatés représentant notre département :

5 mandatés

5 jours

5 thèmes

PIEDNOIR Michèle
MAIRIE LA BRILLANE
(FD SERVICES PUBLICS)

Les thèmes du congrès :

1) Notre démarche syndicale et notre rapport aux salariés
2) La construction des luttes
3) Notre rapport avec les autres organisations syndicales, le politique et le monde
4) Notre place dans le syndicalisme européen et mondial
5) La démocratie dans la CGT

Congrès de l'Union Locale de Forcalquier le 25 mars 2016

« Il nous faut redonner du sens à l'engagement syndical et à l'action collective »

Le congrès de l'UL de Forcalquier s'est tenu le 25 mars à l'espace Bonne Fontaine, un mois avant le 51ème congrès confédéral afin de pouvoir en débattre et d'enrichir les débats en présence d'une des mandatés à ce congrès Florence.

Ce congrès se déroule dans une ville mais également une Union Locale où le pourcentage des retraités est très élevé. Il a été soulevé l'importance de faire rentrer dans la commission exécutive des actifs et notamment des jeunes, par exemple dans des secteurs dynamiques comme chez les Territoriaux ou la Santé.

Les nombreux débats ont été le fil conducteur de cette journée très intéressante :

Au niveau départemental, la syndicalisation augmente, les syndiqués n'ont jamais été aussi nombreux dans le département. Il faut donner du sens à l'engagement collectif. Le repli sur soi, l'individualisme qu'on trouve dans la société percutent également le mouvement syndical. C'est tous ensemble que nous sommes plus forts. C'est le rapport de force qui fait évoluer les choses dans le bon sens.
Il faut sortir les travailleurs, et plus globalement les populations du fatalisme ambiant.
Une des questions qu'il faut se poser c'est quelle place faisant nous aux syndiqués ? Comment les rendre acteurs ? Et comment leur donner des perspectives engageantes ?

Dans les débats, il a été soulevé le besoin de renforcer la création de liens sociaux au sein de l'Union locale en privilégiant la convivialité et la démarche démocratique. A été rappelé le rôle social important que joue l'Union Locale au sein de la ville, d'ailleurs la baisse des subventions de la Mairie semble complètement occulter cet enjeu majeur.

Il a également été souligné que les gouvernants sont sourds et méprisent le peuple. Nous sommes dans une pseudo-démocratie : le trois quart des gens ne font pas confiance à Hollande et n'approuve pas la politique du Gouvernement : si nous étions en démocratie, ils seraient « virés » depuis longtemps.

A été abordé ensuite, malgré notre volonté permanente de recherche de l'unité, le rapport souvent difficile avec certaines organisations syndicales et notamment la CFDT qui essaient régulièrement de tirer vers le bas les mouvements sociaux. A notamment été rappelé le mouvement des retraites de 2010.

Nous avons besoin de renforcer notre démocratie interne, notre solidarité de luttes et de mettre en place de nouvelles formes d'action à réinventer ensemble avec les travailleurs.

Concernant la notion de démocratie, attention à la volonté d'instaurer une pseudo démocratie interne dans les entreprises au travers par exemple

des référendums afin de contourner les organisations syndicales. La loi Travail va dans ce sens.

Les discriminations syndicales ne cessent de se développer, souvent de manière insidieuse, mais de plus en plus de manière décomplexée. La CGT doit s'organiser pour faire face à cette réalité grandissante et répondre collectivement à cette problématique.

Face à cette réalité la CGT doit s'attacher à former et informer les salariés sur leurs droits. Car connaître ses droits est le premier outil pour se défendre.

La notion de syndicalisme rassemblé est bien trop vague et insuffisamment explicite.
L'actualité récente en est la cruelle illustration, sur une proposition de loi comme la loi « travail », la CGT aurait dû apparaitre comme le fer de lance de la contestation. La déclaration commune en est malheureusement la triste démonstration. Sous l'impulsion du syndicalisme rassemblé, la CGT avec les autres organisations ont accouché d'un texte minimaliste et ne reprenant que les désidératas d'une CFDT complice du gouvernement dans la mise en place de ce texte.

Le syndicalisme rassemblé ne peut se faire au niveau des appareils syndicaux, il est et doit rester l'apanage du salariat, seul le salariat rassemblé pourra faire évoluer nos dirigeants tant patronaux que gouvernementaux. Et ce rassemblement ne se décret pas ! Il se construit patiemment auprès du salariat par l'information, l'explication et la clarification de nos positions sans compromission avec le pouvoir en place ou tout autres organisations qu'elle soit politique ou syndicale.

Seul le travail de terrain quotidien d'explicitation de notre originalité syndicale, de notre originalité structurelle et donc de nos liens indéfectibles avec le salariat, nous permettra de le rassembler sur nos projets et leurs revendications que seul notre syndicalisme peut porter.

Des échanges ont également eu lieu sur la notion de « Travailler moins pour travailler tous ». La CGT a des propositions concrètes à ce sujet. Les 32h00 par semaine vont dans le bon sens. Mais 32h00 sans perte de salaire et même en allant plus loin. Il faut que le salaire parte des besoins réels des travailleurs afin de pouvoir nourrir, loger, soigner et éduquer sa famille. C'est cela avoir un salaire décent, et cela va à l'inverse de la logique patronale actuelle.

Le système capitaliste est en crise, on aperçoit ses limites et l'absence de perspective d'avenir. Le capitalisme détruit les emplois, et l'humain. Mais, il détruit également les ressources naturelles.

Puis a été soulevé le sentiment d'échec des salariés. Le mouvement des retraites en 2010 a fait du mal à l'engagement syndical. Les salariés ont besoin de gagner, ont besoin de victoires. La bataille sociale actuelle contre la loi Travail peut redonner espoir en l'action collective si elle va jusqu'au bout. Il faut redonner du sens à la lutte.

Et redonner du sens, c'est aussi donner du temps et de l'engagement dans l'interpro dans les unions locales et l'union départementale. S'engager dans l'interpro, c'est aider toute la CGT, et pas seulement au moment des élections même si c'est important. Le plan de travail en direction des TPE va dans ce sens.

Il y a 3 ans, ont été élus à la commission exécutive (CE) de l'UL de Forcalquier 12 membres (11 retraités et 1 actif). Aujourd'hui : 10 membres ont été élus (dont 6 sortants), les 4 arrivées représentent 4 actifs, ce qui va dans le bon sens. Gérard Meyzenq, le Secrétaire Général sortant, ne souhaite pas se représenter. Aucune décision n'a pu aboutir sur la nomination d'un nouveau secrétaire général. Une réunion de la CE est prévue le mercredi 6 avril à 17h00 pour en débattre et trouver une solution.

Climat sous tension à « Porte Accueil » Sainte-Tulle

Plusieurs camarades de la CGT étaient présents mardi mais également jeudi pour accompagner le salarié convoqué, il s'agira ensuite d'aider les salariés pour l'organisation de la suite de l'action.

De nombreux salariés du Groupement économique et solidaire (GES) Reliance à Sainte-Tulle étaient grévistes mardi 29 et jeudi 31 mars, pour soutenir un de leur collègue mis à pied, puis convoqué à un entretien préalable en vue d'un licenciement, mais également pour dénoncer une "souffrance au travail" qui se serait aggravée ces dernières années au sein de cette association d'insertion par l'activité économique. En effet, outre le caractère équivoque des causes du licenciement, les salariés ont alerté la CGT, la médecine du travail, l'inspection du travail, les partenaires du groupement, les clients, les donateurs, les citoyens et la presse sur la dégradation des conditions de travail, le turn over permanent du personnel, l'augmentation du nombre d'arrêts de maladie et le mal être au travail.

1ER MAI : UN WEEK-END DE LUTTES

Vendredi 29 avril : Diffusion du film « Comme des lions » au Cinéma de Forcalquier à 18h30

Samedi 30 avril : Débat autour d'une soupe / salade autour du thème « Stratégie des luttes en territoire » à partir de 19h00 dans le bassin manosquin (lieu à déterminer)

Dimanche 1er mai : Soit 2 manifs (une à Manosque et une à Digne) soit un rassemblement dans chaque Union Locale : à déterminer en fonction de l'actualité. Puis le midi : Repas / grillage à Saint Auban dans le cadre des 100 ans de la cité ouvrière (inscription dans chaque UL)

C'est un film, un vrai avec l'implication mordante des acteurs. Cette lutte nous touche, nous traverse, nous renvoie aux moments d'incertitude que chacun de nous a vécu dans les conflits. La réalisatrice a filmé de l'intérieur l'intimité des ouvriers, leurs inquiétudes, leur volonté de regarder l'horizon et de ne jamais baisser les bras. Le temps ne passe pas, nous vivons avec eux leurs assemblées générales, leurs actions et leurs interrogations. Un très grand film qui a ravi les spectateurs lors de sa projection en février dans notre département.

Je conseille ce souffle d'espoir à toutes et tous. Nous finirons la soirée avec la réalisatrice autour d'un apéro dinatoire à l'UL de Forcalquier.

Alain Bard